

## **NOUS, SYNDICATS, ASSOCIATIONS, APPELONS À NE PAS PROMULGUER LA LOI IMMIGRATION ET À CONTINUER LA MOBILISATION**

Nous, associations, syndicats, membres de la société civile, nous sommes réunis·es mercredi 20 décembre au lendemain du vote de la loi pour “contrôler l’immigration, améliorer l’intégration” face au point de bascule qu’elle constitue pour nos principes républicains comme pour la vie des personnes étrangères et de l’ensemble des habitants de notre pays, salarié·es, travailleuses et travailleurs sociaux, agent·es du service public, bénévoles, universités et entreprises qui seraient confronté·es aux désordres provoqués par cette loi.

Rassemblé·es par nos valeurs communes de solidarité, de fraternité et d’égalité, nous ne pouvons accepter de voir le gouvernement et le Président de la République endosser une part conséquente du programme historique de l’extrême-droite : préférence nationale, remise en cause du droit du sol, déchéance de nationalité, criminalisation des personnes sans-papiers, limitations du droit à vivre en famille... Nous sommes consterné·es qu’une idéologie funeste l’ait emporté sur les faits, que les fantasmes aient triomphé sur la réalité des dynamiques migratoires.

Alors que notre pays est traversé de multiples fractures, nous dénonçons un texte qui tourne le dos aux forces de la société et va remettre en cause la garantie de droits fondamentaux et les libertés publiques, appauvrir des personnes déjà vulnérables, en les privant notamment d’aides au logement, à l’autonomie ou d’allocations familiales, remettre en question l’inconditionnalité de l’hébergement d’urgence, durcir l’accès aux titres de séjour, refuser un cadre clair de régularisation des travailleurs et travailleuses sans papiers et qui contribuera à stigmatiser davantage toute personnes d’origine immigrée et toute personne étrangère.

Nous ne sommes pas dupes des discours qui n’assument pas la réalité du contenu de cette loi et qui visent à en maquiller les conséquences pour les étrangers en France, mais aussi pour toute la population.

C’est bien un tournant que connaît notre République depuis mardi 19 décembre au soir. Mais le Président de la République a encore, entre ses mains, la capacité d’interrompre cette marche funeste. C’est pourquoi nous lui demandons solennellement de prendre la mesure de l’ampleur du désordre et de la crise sociale et démocratique que cette loi viendrait aggraver et de surseoir à sa promulgation.

Nous sommes et resterons déterminé·es à défendre un autre modèle de société, loin du rejet et de la haine de l’autre. Nous entendons poursuivre cette mobilisation avec toutes les forces de la société qui s’expriment d’ores et déjà dans les collectivités locales, les universités, les entreprises et dans toute la société civile.

Nous nous retrouverons à nouveau dès la rentrée, le 11 janvier, pour poursuivre cette dynamique de rassemblement, demander au Président de la République de surseoir à la promulgation de la loi, intensifier et élargir la mobilisation contre ce texte et son idéologie.

## Signataires

1. Action contre la faim
2. ATTAC
3. Anafé
4. ANVITA
5. Bibliothèques Sans Frontières
6. CEMEA France
7. Cimade
8. CFDT
9. CGT
10. CNAJEP
11. Droit à l'école
12. Droits d'urgence
13. Emmaüs France
14. Emmaüs Solidarité
15. Etorquinekin Diakité
16. Fédération des Acteurs de la Solidarité
17. Fédération de l'entraide protestante
18. Femmes de la Terre
19. Femmes Egalité
20. Fondation Abbé Pierre
21. Français langue d'accueil (F.L.A.)
22. France terre d'asile
23. Futbol Mas France
24. FSU
25. Groupe Accueil et Solidarité
26. Humanity Diaspo
27. J'accueille
28. JRS France
29. Ligue des Droits de l'Homme
30. Ligue de l'Enseignement
31. MADERA
32. Médecins du Monde
33. MRAP
34. Observatoire international des prisons
35. Oxfam France
36. Pantin solidaire
37. Paris d'Exil
38. Pas Sans Nous
39. Polaris 14
40. Samu Social de Paris
41. Secours Catholique
42. SINGA
43. Solidarité Laïque
44. Solidaires
45. Solidarités Asie France
46. SOS Racisme
47. Thot
48. Union des Étudiants Exilés
49. UNIR - Universités & Réfugié.e.s
50. UNSA
51. Utopia 56
52. UNIOPSS